

CHAMBRE D'ACCUSATION / AFFAIRE SONATRACH

Le verdict attendu aujourd'hui

La chambre d'accusation, près la cour d'Alger se prononcera-t-elle aujourd'hui dans l'affaire Sonatrach ? Tout porte à le croire, d'autant que cette juridiction a ajourné pour la quatrième fois consécutive sa délibération.

Abder Bettache (Alger – Le Soir) - La décision de reporter pour la énième fois le verdict a soulevé moult interrogations parmi la défense et les proches des personnes mises en cause dans cette affaire. Pour un grand nombre d'entre eux, ce report a été décidé car «les magistrats en charge de cette affaire, très complexe, veulent disposer de suffisamment de temps pour trancher et faire éclater toute la vérité». Autrement dit, l'institution judiciaire devra ainsi statuer sur les recommandations du magistrat instructeur et les décisions qu'il avait notifiées dans son ordonnance de renvoi (devant la chambre d'accusation) en date du 26 septembre 2011.

Pour rappel, la chambre d'accusation près la cour d'Alger avait déjà examiné les premières conclusions de l'instruction qui faisaient état de la correctionnalisation du dossier et de l'annula-



Photo : Samir Sid

tion des poursuites à l'encontre de trois prévenus. Cependant, elle a ordonné un complément d'enquête sur les biens détenus en Algérie et à l'étranger par l'ensemble des prévenus afin de vérifier «s'il n'y a pas eu de délit de blanchiment d'argent». Ainsi, deux commissions rogatoires (le 31 janvier et le 30 décembre 2010), dont une adressée au doyen des juges du tribunal pari-

sien, ont été délivrées.

Le juge en charge de l'affaire veut avoir, dit-on, toutes les informations relatives aux biens en Algérie et à l'étranger de l'ensemble des prévenus, et ceux de Réda Hemche en particulier, qui aurait joué un grand rôle dans l'affaire des marchés et de la surfacturation.

La chambre d'accusation a formulé récemment des

demandes de saisie des biens détenus par les prévenus en France. Avec cette nouvelle donne, il ressort nettement que la chambre d'accusation a opté pour les prolongations en attendant de statuer définitivement sur l'affaire.

Selon des sources citées par le journal El Watan, Mohamed Meziane, sous contrôle judiciaire, et ses deux fils, en détention

provisoire depuis plus d'une année, sont concernés par un nouveau chef d'inculpation lié au blanchiment d'argent, d'où la mise en place des commissions rogatoires. En mai dernier, le même magistrat a procédé à des interrogatoires concernant leurs biens immobiliers et leurs comptes ainsi que ceux de leurs épouses. Les premières auditions des quatorze prévenus et celles d'une quinzaine de témoins se sont achevées sur la question de la responsabilité politique et administrative de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, dans ce scandale.

En effet, que ce soit pour l'ancien P-dg Mohamed Meziane, ses deux enfants ou les vice-présidents, Benamar Zenasni, chargé de l'activité transport par canalisation (sous mandat de dépôt), Belkacem Boumedienne, chargé de l'activité amont (en détention provisoire) et Hawki Rahal, chargé de l'activité commercialisation (placé sous contrôle judiciaire), il est clair que tous les actes de leur gestion étaient soumis à l'appréciation de l'ex-ministre de l'Energie, expliquent nos sources, qui révèlent que Mohamed Meziane, l'ex-P-dg, «ne faisait rien sans en référer à Chakib Khelil».

A. B.

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Des pools régionaux africains, une nécessité

Le développement de pools régionaux de production, transport et distribution de l'énergie électrique en Afrique est nécessaire.

Cherif Bennaceur (Alger – Le Soir) - Certes, le continent africain compte déjà cinq pools régionaux opérationnels. Il s'agit pour l'Afrique de l'Ouest du West African Power Pool (WAPP), pour l'Afrique du Nord du Comité maghrébin (Comelec), pour l'Afrique de l'Ouest de l'Eastern African Power Pool (EAPP), du Pool énergétique de l'Afrique centrale (PEAC) et en Afrique australe du Southern African Power Pool (SAPP). Néanmoins, ces pools doivent être davantage boostés, car incontournables.

En effet, ils permettent aux pays africains, confrontés pour la plupart à des difficultés d'accès à l'énergie et à la pauvreté mais disposant d'importantes ressources d'énergie, de mettre justement ces ressources et leurs infrastructures énergétiques en synergie, en interconnexion, et de booster le développement des énergies alternatives et renouvelables notamment. Ces pools permettront ainsi, et à charge d'une impulsion plus forte des secteurs privés notamment, d'assurer une meilleure compétitivité, une couverture optimale des besoins et des déficits ainsi qu'une optimisation des coûts, voire la baisse des prix de l'énergie.

C'est ce que relèvera le Dr Lawrence Musaba, Manager du Centre de coordination du SAAP qui s'exprimait, hier, à l'hôtel Hilton à Alger où s'est ouverte la 46^e Assemblée générale ordinaire de l'Union des producteurs, transporteurs et distributeurs d'électricité en Afrique (UPDEA), sous l'égide du groupe Sonelgaz. Et d'autant que le continent africain est appelé à traiter une problématique multidimension-

nelle, en termes notamment d'un dimensionnement efficace des réseaux électriques, une meilleure efficacité des politiques énergétiques publiques initiées, une solidité plus importante des infrastructures réalisées, une dynamique de formation davantage offensive et basée sur le partenariat, notamment avec les grandes firmes énergétiques internationales.

Une question de coûts, selon le P-dg de Sonelgaz

Mais aussi, comme le relèvera le président-directeur général de Sonelgaz, Noureddine Boutarfa, qui a ouvert cette 46^e AGO, d'œuvrer à ce que des «solutions locales» soient trouvées pour financer et réaliser les projets. A ce propos, Noureddine Boutarfa, soucieux d'un développement socioéconomique concret en Afrique, estime que «l'enjeu est de créer du savoir-faire local et de le développer pour à la fois créer de la richesse durablement et répondre à la pression croissante d'une demande qui, souvent, va plus vite que l'offre et qui, pour la satisfaire, exige des solutions rapides et coûteuses».

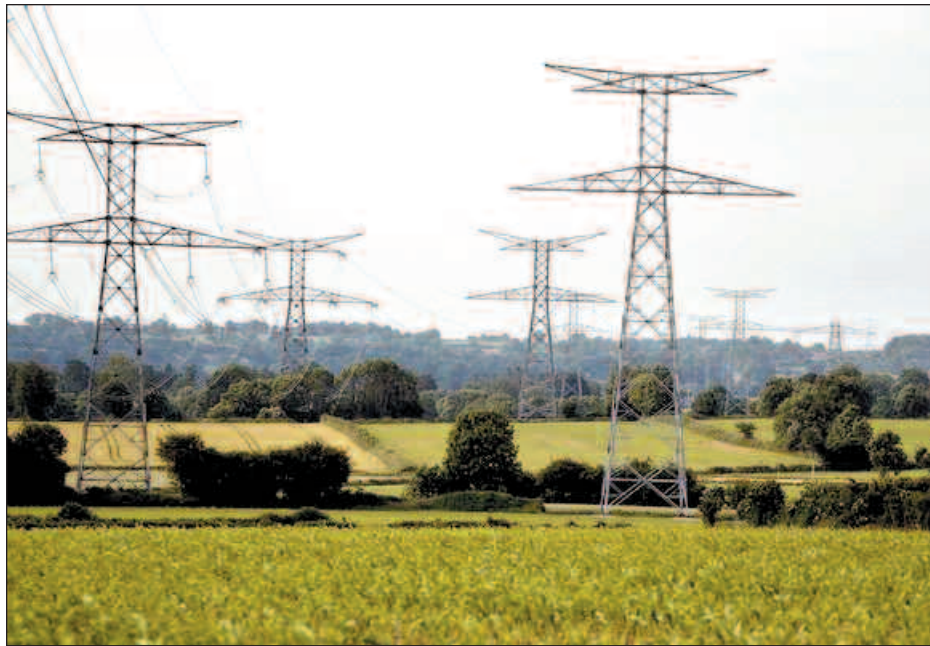


Photo : DR

En ce sens, le premier manager de Sonelgaz considère primordial de maîtriser les coûts en vue d'éviter tous les surcoûts qui «rendront inexécutables nos projets et irréalisables nos ambitions». Créée en 1970 et œuvrant en matière d'intégration du secteur électrique en

Afrique, l'UPDEA regroupe une cinquantaine de sociétés d'électricité publiques et privées réparties sur 42 pays africains, ainsi qu'une vingtaine de membres affiliés, représentant des sociétés africaines et étrangères spécialisées.

C. B.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La centrale de Koudiet Eddraouch opérationnelle dès 2013

La centrale électrique en cycle combiné de Koudiet Eddraouch (El Tarf), d'une capacité de 1200 mW, devrait être opérationnelle définitivement dès l'année prochaine. C'est ce que l'on assure au niveau du ministère de l'Energie et des Mines et du groupe Sonelgaz, propriétaire à 51% de cette centrale. Celle-ci, dont la réalisation a été confiée depuis mai 2008 à un consortium américano-espa-

gnol (General Electric – Iberdrola) et a subi durant les deux dernières années d'importants retards, devrait ainsi entrer en production rapidement et contribuer à renforcer les capacités nationales de production. Et cela d'autant que les tests techniques des trois unités de production déjà réalisées sont en bonne voie de finalisation dans le but d'une intégration optimale dans le réseau national, comme

l'indiquaient, hier, le directeur général énergie auprès du MEM, M'Barel Mekki, et le directeur général de la stratégie et de la prospective à Sonelgaz, Rabah Touleb. Ceux-ci intervenaient en marge de la 46^e assemblée générale ordinaire de l'Union des producteurs, transporteurs et distributeurs d'électricité en Afrique, ouverte à l'hôtel Hilton.

C. B.